

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Essonne"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



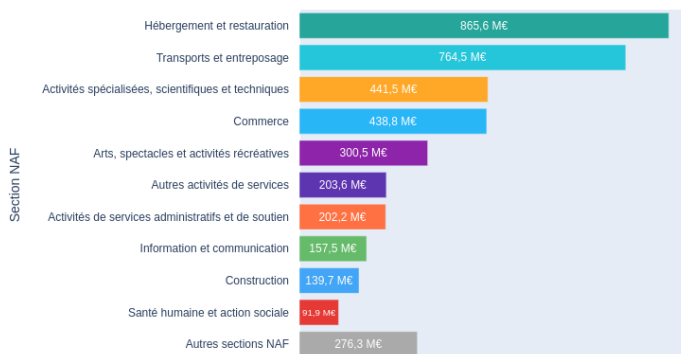
Montant total : 15 486 014 308 euros

Nombre d'aides : 7 053 970

Nombre d'entreprises : 1 963 840

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



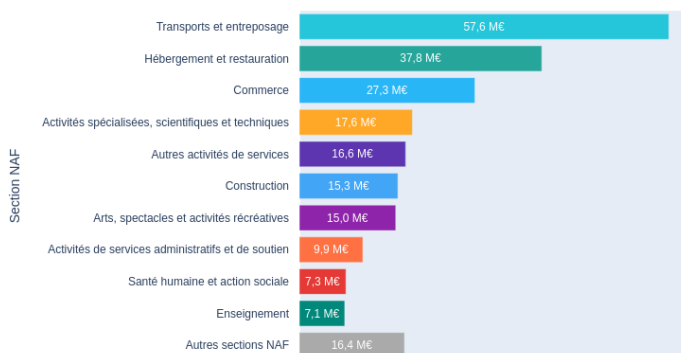
Montant total : 3 882 083 095 euros

Nombre d'aides : 1 685 802

Nombre d'entreprises : 410 556

Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 227 816 949 euros

Nombre d'aides : 110 091

Nombre d'entreprises : 28 939



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 132 210 787 300 euros

Nombre de prêts : 652 707

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

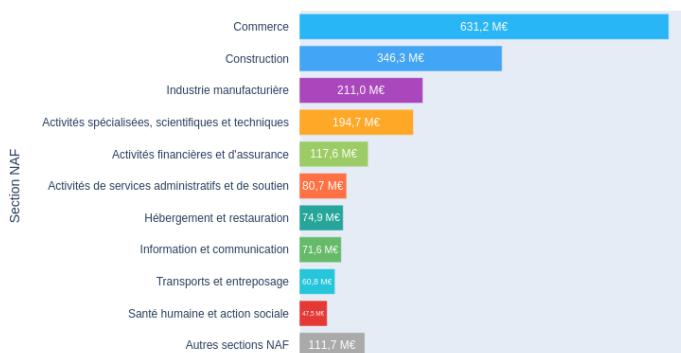


Montant total : 48 946 801 262 euros

Nombre de prêts : 138 767

Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 947 908 981 euros

Nombre de prêts : 9 641



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

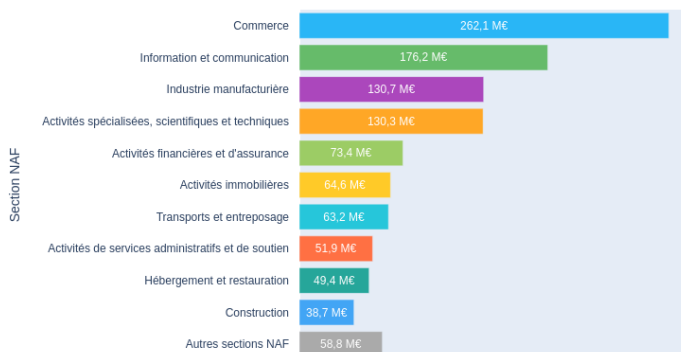


Montant total : 3 353 974 786 euros

Nombre de reports : 111 283

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 099 426 615 euros

Nombre de reports : 16 235

Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 48 675 369 euros

Nombre de reports : 1 381



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 11 951 416 euros

Nombre d'aides : 14 934



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 466 450

Nombre de salariés : 2 264 685

Heures demandées : 181 488 985

Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 109 190

Nombre de salariés : 666 210

Heures demandées : 58 276 560